



Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Distr. générale
18 février 2016
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité contre la torture

Cinquante-septième session

18 avril-13 mai 2016

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire et annotations

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la session.
2. Engagement solennel des membres nouvellement élus du Comité.
3. Élection du Bureau du Comité.
4. Adoption de l'ordre du jour.
5. Questions d'organisation et questions diverses.
6. Présentation des rapports des États parties en application de l'article 19 de la Convention.
7. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention.
8. Examen de renseignements soumis en application de l'article 20 de la Convention.
9. Examen de communications soumises en application de l'article 22 de la Convention.

Annotations

1. Ouverture de la session

La cinquante-septième session du Comité sera ouverte par un représentant du Secrétaire général.

2. Engagement solennel des membres nouvellement élus du Comité

Conformément à l'article 14 du Règlement intérieur (CAT/C/3/Rev.6), les membres nouvellement élus du Comité à la quinzième réunion des États parties à la Convention, tenue le 8 octobre 2015, prendront l'engagement solennel suivant :



« Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de membre du Comité contre la torture en tout honneur et dévouement, en pleine indépendance, impartialement et en toute conscience. ».

3. Élection du Bureau du Comité

Conformément au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention et aux articles 16 et 17 du Règlement intérieur du Comité, le Comité élit parmi ses membres un président ou une présidente, trois vice-président(e)s et un rapporteur. En élisant les membres de son Bureau, le Comité devrait prendre en considération la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et une représentation équilibrée des hommes et des femmes ainsi que, dans la mesure du possible, un roulement entre les membres. Le Bureau est élu pour une période de deux ans.

4. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 8 du Règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour d'une session constitue le premier point de l'ordre du jour, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 16. Au titre de ce point, le Comité procédera à l'adoption de l'ordre du jour de la session.

On trouvera ci-après l'ordre du jour provisoire de la session, établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité conformément à l'article 6 du Règlement intérieur. Conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, le Comité peut modifier son ordre du jour en cours de session et, s'il y a lieu, ajourner l'examen de questions ou supprimer des questions; il ne peut être ajouté à l'ordre du jour que des questions urgentes et importantes.

5. Questions d'organisation et questions diverses

La cinquante-septième session du Comité contre la torture se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève (Palais Wilson) du 18 avril au 13 mai 2016. Elle s'ouvrira le lundi 18 avril à 10 heures.

Conformément à l'article 31 du Règlement intérieur, les séances du Comité sont publiques, à moins que celui-ci n'en décide autrement ou qu'il ne ressorte des dispositions applicables de la Convention que la séance doit être privée.

Le Comité examinera son programme de travail pour la session, ainsi que ses méthodes de travail, ses projets d'observations finales, son rapport annuel et toute autre question relative à la procédure qu'il doit suivre pour s'acquitter de ses fonctions en vertu de la Convention.

6. Présentation des rapports des États parties en application de l'article 19 de la Convention

États parties à la Convention

Au 1^{er} février 2016, 158 États étaient parties à la Convention.

Rapports reçus

Outre les rapports que le Comité doit examiner à sa cinquante-septième session, le Secrétaire général avait reçu, au 1^{er} février 2016, les rapports des États parties suivants :

<i>État partie ayant présenté un rapport</i>	<i>Cote</i>
Argentine	CAT/C/ARG/5-6
Arménie	CAT/C/ARM/4
Bahreïn	CAT/C/BHR/2
Bélarus	CAT/C/BLR/5
Bulgarie	CAT/C/BGR/6
Équateur	CAT/C/ECU/7
Finlande	CAT/C/FIN/7
Honduras	CAT/C/HND/2
Irlande	CAT/C/IRL/2
Italie	CAT/C/ITA/6
Koweït	CAT/C/KWT/3
Monaco	CAT/C/MCO/6
Mongolie ^a	CAT/C/MNG/2
Namibie	CAT/C/NAM/2
Pakistan	CAT/C/PAK/1
Sri Lanka ^a	CAT/C/LKA/5
Turkménistan ^a	CAT/C/TKM/2

^a Rapport non soumis selon la procédure simplifiée.

Rapports initiaux

Au 1^{er} février 2016, la situation en ce qui concerne les rapports initiaux était la suivante :

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Rapports initiaux</i>	
	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Antigua-et-Barbuda (1993)	17 août 1994	-
Bangladesh (1998)	4 novembre 1999	-
Botswana (2000)	7 octobre 2001	-
Cabo Verde (1992)	3 juillet 1993	-
Côte d'Ivoire (1995) ^a	16 janvier 1997	-
Émirats arabes unis (2012)	19 août 2013	-
Érythrée (2014)	25 octobre 2015	-
État de Palestine (2014)	2 mai 2015	-
Guinée-Bissau (2013)	24 octobre 2014	-
Guinée équatoriale (2002)	6 novembre 2003	-
Lesotho (2001)	11 décembre 2002	-

<i>Rapports initiaux</i>		
<i>État partie (depuis)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Liban (2000)	3 novembre 2001	-
Libéria (2004)	22 octobre 2005	-
Malawi (1996)	10 juillet 1997	-
Maldives (2004)	20 mai 2005	-
Mali (1999)	27 mars 2000	-
Nauru (2012)	26 octobre 2013	-
Niger (1998)	3 novembre 1999	-
Nigéria (2001)	28 juin 2002	-
Pakistan (2010)		Reçu le 4 janvier 2016
République démocratique populaire lao (2012)	26 octobre 2013	-
République dominicaine (2012)	23 février 2013	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines (2001)	30 août 2002	-
San Marino (2006)	27 décembre 2007	-
Seychelles (1992)	3 juin 1993	-
Somalie (1990)	22 février 1991	
Soudan du Sud (2015)	-	Attendu le 30 avril 2016
Swaziland (2004)	25 avril 2005	-
Timor-Leste (2003)	16 mai 2004	-
Vanuatu (2011)	11 août 2012	-
Viet Nam (2015)	-	Attendu le 5 mars 2016

^a L'État partie a accepté la procédure simplifiée de présentation des rapports offerte par le Comité en raison du retard important enregistré dans la soumission de son rapport initial.

Rapports périodiques

Au 1^{er} février, la situation en ce qui concerne les rapports périodiques était la suivante :

<i>Rapports périodiques</i>			
<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Afghanistan ^a (1987)	Initial (novembre 1992)	Deuxième (25 juin 1996)	-
Afrique du Sud (1998)	Initial (novembre 2006)	Deuxième (31 décembre 2009)	-
Albanie (1994)	Deuxième (mai 2012)	-	Troisième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Algérie (1989)	Troisième (mai 2008)	Quatrième (20 juin 2012)	-
Allemagne ^a (1990)	Cinquième (novembre 2011)	Sixième (25 novembre 2015)	-
Andorre (2006)	Initial (novembre 2013)	-	Deuxième (attendu le 22 novembre 2017)
Arabie saoudite (1997)	Initial (mai 2002)	-	Deuxième (reçu le 7 janvier 2015)
Argentine ^a (1986)	Quatrième (novembre 2004)	-	Cinquième et sixième (reçus le 27 novembre 2015)
Arménie ^a (1993)	Troisième (mai 2012)	-	Quatrième (reçu le 24 juin 2015)
Australie ^a (1989)	Quatrième et cinquième (novembre 2014)	-	Sixième (attendu le 28 novembre 2018)
Autriche ^a (1987)	Sixième (novembre 2015)	-	Septième (attendu le 9 décembre 2019)
Azerbaïdjan ^a (1996)	Quatrième (novembre 2015)	-	Cinquième (attendu le 9 décembre 2019)
Bahreïn (1998)	Initial (mai 2005)	-	Deuxième (reçu le 29 septembre 2015)-
Bélarus ^a (1987)	Quatrième (novembre 2011)	-	Cinquième (reçu le 9 décembre 2015)
Belgique ^a (1999)	Troisième (novembre 2013)	-	Quatrième (attendu le 22 novembre 2017)
Belize ^a (1986)	Initial (novembre 1993)	Initial et deuxième (25 juin 1996)	-
Bénin ^a (1992)	Deuxième (novembre 2007)	Troisième (30 décembre 2011)	-
Bolivie (État plurinational de) (1999)	Deuxième (mai 2013)	-	Troisième (attendu le 31 mai 2017)
Bosnie-Herzégovine ^a (1993)	Deuxième à cinquième (novembre 2010)	Sixième (19 novembre 2014)	-
Brésil ^a (1989)	Initial (mai 2001)	Deuxième (27 octobre 2002)	-
Bulgarie ^a (1986)	Quatrième et cinquième (novembre 2011)	-	Sixième (reçu le 4 janvier 2016)
Burkina Faso (1999)	Initial (novembre 2013)	-	Deuxième (attendu le 22 novembre 2017)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Burundi (1993)	Deuxième (novembre 2014)	-	Troisième (attendu le 28 novembre 2018)
Cambodge ^a (1992)	Deuxième (novembre 2010)	Troisième (19 novembre 2014)	-
Cameroun ^a (1986)	Quatrième (mai 2010)	Cinquième (14 mai 2014)	-
Canada ^a (1987)	Sixième (mai 2012)	-	Septième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)
Chili ^a (1988)	Cinquième (mai 2009)	Sixième (15 mai 2013)	-
Chine (y compris Hong Kong et Macao) (1988)	Cinquième (novembre 2015)	-	Sixième (attendu le 9 décembre 2019)
Chypre ^a (1991)	Quatrième (mai 2014)	-	Cinquième (attendu le 23 mai 2018)
Colombie ^a (1987)	Cinquième (mai 2015)	-	Sixième (attendu le 5 mai 2019)
Congo (2003)	Initial (mai 2015)	-	Deuxième (attendu le 15 mai 2019)
Costa Rica ^a (1993)	Deuxième (mai 2008)	Troisième (30 juin 2012)	-
Croatie ^a (1992)	Quatrième et cinquième (novembre 2014)	-	Sixième (attendu le 28 novembre 2018)
Cuba (1995)	Deuxième (mai 2012)	-	Troisième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)
Danemark ^a (1987)	Sixième et septième (novembre 2015)	-	Huitième (attendu le 9 décembre 2019)
Djibouti (2002)	Initial (novembre 2011)	Deuxième (25 novembre 2015)	
Égypte (1986)	Quatrième (novembre 2002)	Cinquième (25 juin 2004)	-
El Salvador ^a (1996)	Deuxième (novembre 2009)	Troisième (20 novembre 2013)	-
Équateur ^a (1988)	Quatrième à sixième (novembre 2010)		Septième (reçu le 6 août 2015)
Espagne ^a (1987)	Sixième (mai 2015)	-	Septième (attendu le 15 mai 2019)
Estonie ^a (1991)	Cinquième (mai 2013)	-	Sixième (attendu le 31 mai 2017)
États-Unis d'Amérique ^a (1994)	Troisième à cinquième (novembre 2014)	-	Sixième (attendu le 28 novembre 2018)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Éthiopie (1994)	Initial (novembre 2010)	Deuxième (19 novembre 2014)	-
Ex-République yougoslave de Macédoine ^a (1994)	Troisième (mai 2015)	-	Quatrième (attendu le 15 mai 2019)
Fédération de Russie ^a (1987)	Cinquième (novembre 2012)	-	Sixième (attendu le 23 novembre 2016)
Finlande ^a (1989)	Cinquième et sixième (mai 2011)	-	Septième (reçu le 6 juillet 2015)
France (1986)	Quatrième à sixième (mai 2010)	-	Septième (reçu le 5 mars 2015)
Gabon ^a (2000)	Initial (novembre 2012)	-	Deuxième (attendu le 23 novembre 2016)
Géorgie ^a (1994)	Troisième (mai 2006)	Quatrième et cinquième (24 novembre 2011)	-
Ghana ^a (2000)	Initial (mai 2011)	Deuxième (3 juin 2015)	-
Grèce ^a (1988)	Cinquième et sixième (mai 2012)	-	Septième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)
Guatemala ^a (1990)	Cinquième et sixième (mai 2013)	-	Septième (attendu le 31 mai 2017)
Guinée (1989)	Initial (mai 2014)	-	Deuxième (attendu le 23 mai 2018)
Guyana ^a (1988)	Initial (novembre 2006)	Deuxième (31 décembre 2008)	-
Honduras ^a (1996)	Initial (mai 2009)	-	Deuxième (reçu le 8 mai 2015)
Hongrie ^a (1987)	Quatrième (novembre 2006)	Cinquième et sixième (31 décembre 2010)	-
Indonésie (1998)	Deuxième (mai 2008)	Troisième (30 juin 2012)	-
Iraq (2011)	Initial (juillet 2015)	Troisième (30 juin 2012)	Deuxième (attendu le 14 août 2019)
Irlande ^a (2002)	Initial (mai 2011)	-	Deuxième (reçu le 23 novembre 2015)
Islande ^a (1996)	Troisième (mai 2008)	Quatrième (30 juin 2012)	-
Israël ^a (1991)	Quatrième (mai 2009)	-	Cinquième (reçu le 17 novembre 2014)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Italie ^a (1989)	Quatrième et cinquième (mai 2007)	-	Sixième (reçu le 21 octobre 2015)
Japon ^a (1999)	Deuxième (mai 2013)	-	Troisième (attendu le 31 mai 2017)
Jordanie ^a (1991)	Troisième (novembre 2015)	-	Quatrième (attendu le 9 décembre 2019)
Kazakhstan (1998)	Troisième (novembre 2014)	-	Quatrième (attendu le 28 novembre 2018)
Kenya ^a (1997)	Deuxième (mai 2013)	-	Troisième (attendu le 31 mai 2017)
Kirghizistan ^a (1997)	Deuxième (novembre 2013)	-	Troisième (attendu le 23 novembre 2017)
Koweït ^a (1996)	Deuxième (mai 2011)	-	Troisième (reçu le 10 juin 2015)
Lettonie ^a (1992)	Troisième à cinquième (novembre 2013)	-	Sixième (attendu le 22 novembre 2017)
Libye ^a (1989)	Troisième (mai 1999)	Quatrième (14 juin 2002)	-
Liechtenstein ^a (1990)	Quatrième (novembre 2015)	-	Cinquième (attendu le 9 décembre 2019)
Lituanie ^a (1996)	Troisième (mai 2014)	-	Quatrième (attendu le 23 mai 2018)
Luxembourg ^a (1987)	Sixième et septième (mai 2015)	-	Huitième (attendu le 15 mai 2019)
Madagascar (2005)	Initial (novembre 2011)	Deuxième (25 novembre 2015)	-
Malte ^a (1990)	Deuxième (novembre 1999)	Troisième (12 décembre 2000)	-
Maroc ^a (1993)	Quatrième (novembre 2011)	Cinquième (25 novembre 2015)	-
Maurice ^a (1992)	Troisième (mai 2011)	Quatrième (3 juin 2015)	-
Mauritanie (2004)	Initial (mai 2013)	-	Deuxième (attendu le 31 mai 2017)
Mexique ^a (1986)	Cinquième et sixième (novembre 2012)	-	Septième (attendu le 23 novembre 2016)
Monaco ^a (1991)	Quatrième et cinquième (mai 2011)	-	Sixième (reçu le 24 juillet 2015)
Mongolie ^a (2002)	Initial (novembre 2010)	-	Deuxième (reçu le 23 mars 2015)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Monténégro ^a (2006)	Deuxième (mai 2014)	-	Troisième (attendu le 23 mai 2018)
Mozambique (1999)	Initial (novembre 2013)	-	Deuxième (attendu le 22 novembre 2017)
Namibie (1994)	Initial (mai 1997)	-	Deuxième (reçu le 27 octobre 2015)
Népal (1991)	Deuxième (novembre 2005)	Troisième à cinquième (12 juin 2008)	-
Nicaragua (2005)	Initial (mai 2009)	Deuxième (15 mai 2013)	-
Norvège ^a (1986)	Sixième et septième (novembre 2012)	-	Huitième (attendu le 23 novembre 2016)
Nouvelle-Zélande ^a (1989)	Sixième (mai 2015)	-	Septième (attendu le 15 mai 2019)
Ouganda ^a (1986)	Initial (mai 2005)	Deuxième (25 juin 2008)	-
Ouzbékistan (1995)	Quatrième (novembre 2013)	-	Cinquième (attendu le 23 novembre 2017)
Panama (1987)	Troisième (mai 1998)	Quatrième (27 septembre 2000)	-
Paraguay ^a (1990)	Quatrième à sixième (novembre 2011)	Septième (25 novembre 2015)	-
Pays-Bas ^a (1988)	Sixième (mai 2013)	-	Septième (attendu le 31 mai 2017)
Pérou ^a (1988)	Cinquième et sixième (novembre 2012)	-	Septième (attendu le 23 novembre 2016)
Philippines ^a (1986)	Deuxième (mai 2009)	-	Troisième (reçu le 25 novembre 2014)
Pologne ^a (1989)	Cinquième et sixième (novembre 2013)	-	Septième (attendu le 22 novembre 2017)
Portugal ^a (1989)	Cinquième et sixième (novembre 2013)	-	Septième (attendu le 22 novembre 2017)
Qatar ^a (2000)	Deuxième (novembre 2012)	-	Troisième (attendu le 23 novembre 2016)
République arabe syrienne (2004)	Initial (mai 2010)	Deuxième (14 mai 2014)	-
République de Corée ^a (1995)	Deuxième (mai 2006)	Troisième à cinquième (7 février 2012)	-

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
République de Moldova ^a (1995)	Deuxième (novembre 2009)	Troisième (20 novembre 2013)	-
République démocratique du Congo (1996)	Initial (novembre 2005)	Deuxième à quatrième (16 avril 2009)	-
République tchèque ^a (1993)	Quatrième et cinquième (mai 2012)	-	Sixième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)
Roumanie ^a (1990)	Deuxième (mai 2015)	-	Troisième (attendu le 15 mai 2019)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1988) ^a	Cinquième (mai 2013)	-	Sixième (attendu le 31 mai 2017)
Rwanda (2008)	Initial (mai 2012)	-	Deuxième (attendu le 1 ^{er} juin 2016)
Saint-Siège (2002)	Initial (mai 2014)	-	Deuxième (attendu le 23 mai 2018)
Sénégal ^a (1986)	Troisième (novembre 2012)	-	Quatrième (attendu le 23 novembre 2016)
Serbie ^a (2001)	Deuxième (mai 2015)	-	Troisième (attendu le 15 mai 2019)
Sierra Leone (2001)	Initial (mai 2014)	-	Deuxième (attendu le 23 mai 2018)
Slovaquie ^a (1993)	Troisième (juillet 2015)	-	Quatrième (attendu le 14 août 2019)
Slovénie ^a (1993)	Troisième (mai 2011)	Quatrième (3 juin 2015)	-
Sri Lanka (1994)	Troisième et quatrième (novembre 2011)	-	Cinquième (reçu le 16 octobre 2015)
Suède ^a (1986)	Sixième et septième (novembre 2014)	-	Huitième (attendu le 28 novembre 2018)
Suisse ^a (1986)	Septième (août 2015)	-	Huitième (attendu le 14 août 2019)
Tadjikistan (1995)	Deuxième (novembre 2012)	-	Troisième (attendu le 23 novembre 2016)
Tchad ^a (1995)	Initial (mai 2009)	Deuxième (15 mai 2012)	-
Thaïlande (2007)	Initial (mai 2014)	-	Deuxième (attendu le 23 mai 2018)
Togo ^a (1987)	Deuxième (novembre 2012)	-	Troisième (attendu le 23 novembre 2016)

Rapports périodiques

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné (date de l'examen)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/reçu le</i>
Tunisie (1988) ^b	Deuxième (novembre 1998)	-	Troisième (reçu les 16 novembre 2009 et 13 octobre 2014)
Turkménistan (1999)	Initial (mai 2011)	-	Deuxième (reçu le 16 juillet 2015)
Turquie ^a (1988)	Troisième (novembre 2010)	-	Quatrième (reçu le 22 octobre 2014)
Ukraine ^a (1987)	Sixième (novembre 2014)	-	Septième (attendu le 28 novembre 2018)
Uruguay ^a (1986)	Troisième (mai 2014)	-	Quatrième (attendu le 23 mai 2018)
Venezuela (République bolivarienne du) (1991)	Troisième et quatrième (novembre 2014)	-	Cinquième (attendu le 28 novembre 2018)
Yémen ^a (1991)	Deuxième (mai 2010)	Troisième (14 mai 2014)	-
Zambie ^a (1998)	Deuxième (mai 2008)	Troisième (30 juin 2012)	-

^a États parties soumettant des rapports selon la procédure simplifiée.

^b L'État partie a soumis un rapport supplémentaire comportant des données actualisées.

7. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention

L'attention des États parties est appelée en particulier sur le calendrier provisoire pour l'examen des rapports figurant ci-après. Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité consacrées à l'examen de leur rapport.

<i>Date et heure de la séance</i>	<i>Rapport</i>	<i>Cote</i>
Mardi 19 avril 10 heures	France : septième rapport périodique	CAT/C/FRA/7
Mercredi 20 avril 10 heures	Tunisie : troisième rapport périodique	CAT/C/TUN/3 et Add.1
15 heures	France : Réponses	-
Jedi 21 avril 15 heures	Tunisie : réponses	-
Vendredi 22 avril 10 heures	Arabie saoudite : deuxième rapport périodique	CAT/C/SAU/2
Lundi 25 avril 15 heures	Arabie saoudite : réponses	-
Mardi 26 avril 10 heures	Turquie : quatrième rapport périodique	CAT/C/TUR/4

<i>Date et heure de la séance</i>	<i>Rapport</i>	<i>Cote</i>
Mercredi 27 avril 10 heures	Philippines : troisième rapport périodique	CAT/C/PHL/3
15 heures	Turquie : réponses	-
Jeudi 28 avril 15 heures	Philippines : réponses	-
Mardi 3 mai 10 heures	Israël : cinquième rapport périodique	- CAT/C/ISR/5
Mercredi 4 mai 15 heures	Israël : réponses	-

8. Examen de renseignements soumis en application de l'article 20 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XIX de son règlement intérieur, le Comité examinera les renseignements qui sont ou semblent être soumis pour examen en vertu de l'article 20 de la Convention.

Conformément au paragraphe 5 de l'article 20 de la Convention et aux articles 78 et 79 du Règlement intérieur, tous les documents et tous les travaux du Comité afférents aux fonctions qui lui incombent en vertu de l'article 20 de la Convention sont confidentiels et toutes les séances concernant les travaux au titre de cet article sont privées.

9. Examen de communications soumises en application de l'article 22 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XXI de son règlement intérieur, le Comité examinera les communications qui lui sont ou semblent lui être soumises en application de l'article 22 de la Convention.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 22 de la Convention et au paragraphe 1 de l'article 107 du Règlement intérieur, les séances du Comité ou de ses organes subsidiaires au cours desquelles sont examinées les communications reçues en application de l'article 22 de la Convention sont privées.